

REGARDS

Etude annuelle 2018

**Réflexion sur la question palestinienne :
Pourquoi des réactions tellement passionnelles
à travers le monde ?**

Par Alain Soriano

Revue Regards

Centre Communautaire Laïc juif David Susskind

Rue de l'Hôtel des Monnaies 52 - 1060 Bruxelles

regards@cclj.be - www.cclj.be/regards

Table des matières

1. Introduction	1
2. La singularité du conflit israélo-palestinien	3
3. Postulat n° 1 : La lutte du monde arabo-musulman contre sa propre sécularisation.....	5
3.1 Le phénomène religieux au sein du monde arabo-musulman	5
3.2 Le prisme religieux de la question du droit du sol.....	6
4. Postulat n° 2 : La lutte de la gauche radicale contre l'impérialisme occidental.....	8
5. Postulat n° 3 : La lutte de la minorité européenne de confession musulmane pour sa propre intégration en Europe.....	11
5.1 Le racisme différentialiste – La montée de l'islamophobie en Europe	11
5.2 La montée de l'antisémitisme au sein de la minorité musulmane	12
6. Remise en cause des grilles de lecture traditionnelles	15
6.1 Remise en cause de la grille de lecture traditionnelle des « pro-palestiniens ».....	15
6.1.1 Une vision binaire du conflit - la théorie de l'Axe du Mal interprétée « à l'envers ».....	15
6.1.2 La solution au conflit ? Le seul Etat palestinien	16
6.1.3 L'avenir de la Palestine	17
6.1.4 Un discours antisioniste revendiqué qui dérape régulièrement vers de l'antisémitisme.....	18
6.2 Remise en cause de la grille de lecture traditionnelle des « pro-israéliens »	21
7. Conclusion.....	22

1. Introduction

Le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens est actuellement dans une impasse totale. Pourtant, les solutions politiques devant mettre un terme définitif à ce que certains appellent désormais le plus vieux conflit au monde sont connues de tous depuis bien longtemps. L'Accord de Genève signé par des personnalités des deux bords en 2003 et qui se base en grande partie sur le plan Clinton et les discussions de Taba prévoit un règlement global et pacifique du conflit : création d'un Etat palestinien, délimitation des frontières, échanges de territoires, colonies, résolution du problème des réfugiés, sécurité, cogestion de Jérusalem, etc.¹

Seule manque la volonté politique. L'absence de leaders visionnaires, capables d'entraîner leur peuple respectif dans une spirale positive aboutissant à une solution négociée, plutôt que dans les abîmes d'une lutte fratricide sans fin, est sans nul doute la pièce manquante du puzzle. Benjamin Netanyahu, dont l'horizon politique s'est toujours limité à sa propre réélection, a trouvé ces dernières années dans des forces réactionnaires et obscurantistes [partis religieux israéliens extrémistes, néoconservateurs américains, etc.] des alliés objectifs. Poussé dans le dos par son extrême-droite, il a pris le dangereux pari de considérer la loi du plus fort², la politique du fait accompli [la colonisation] et le temps comme des éléments jouant en faveur d'Israël au risque d'entraîner son pays dans une longue descente aux enfers. Mahmoud Abbas, lui, n'a pas réussi à prendre la place laissée vacante suite à la mort de Yasser Arafat et n'a finalement jamais répondu aux attentes qui avaient été placées en lui. Il demeurera dans l'Histoire comme un éternel second couteau. Englué dans la corruption et en concurrence avec un mouvement religieux extrémiste [Hamas] pour le leadership, le Chef de l'Autorité palestinienne cherche son salut dans la confrontation [violente en adoubant le meurtre d'Israéliens par les Palestiniens et juridique en poursuivant Israël et ses responsables politiques pour crime de guerre, génocide et crime contre l'Humanité devant les tribunaux internationaux] plutôt que par la négociation.

La communauté internationale a aujourd'hui, plus que jamais, l'obligation d'intervenir [en faisant notamment pression sur Israël afin que cesse définitivement la colonisation] avant que la solution dessinée par les accords d'Oslo de « *deux Etats pour deux peuples* » ne soit définitivement plus possible.

Cela étant dit, l'absence de solution politique, qui entraîne chaque jour un peu plus les deux peuples dans la spirale de la violence, ne permet pas d'expliquer les raisons pour lesquelles le conflit occupe une place si singulière sur le devant de la scène internationale et en arrive à susciter autant de réactions passionnelles à travers le monde.

Les défenseurs d'Israël considèrent cette fascination du monde pour un conflit, somme toute, régional éminemment suspecte. L'antisémitisme dont les Juifs seraient victimes en serait, selon eux, l'explication majeure.

Les défenseurs de la Palestine rejettent violemment cette explication et dénoncent « *le terrorisme intellectuel qui viserait à empêcher tout débat quant à la politique du gouvernement d'Israël et qui consisterait à taxer d'antisémite toute personne qui viendrait à critiquer celle-ci* »³. Ils considèrent cet intérêt international totalement légitime et pleinement justifié. L'injustice historique subie par les Palestiniens, le lourd tribut payé par la population civile palestinienne, la gravité de certains actes commis par les Israéliens, leur violation systématique du droit international justifieraient, à eux seuls, la centralité

¹ Le texte intégral de l'accord est publié sur www.geneva-accord.org

² Un adage célèbre israélien dit : « *si ton ennemi ne comprend pas la force, alors tape encore plus fort* ».

³ Voir par ex. Alain Gresh : « *Israël/Palestine, vérités sur un conflit* », Ed. Fayard, 2007.

du conflit israélo-palestinien sur l'échelle internationale des conflits régionaux. La présente contribution entend proposer une autre explication.

2. La singularité du conflit israélo-palestinien

Il n'existe aucune corrélation entre le conflit israélo-palestinien, aussi terrible fût-il, et le degré de mobilisation internationale qu'il suscite. C'est ce qui le rend singulier. De la Syrie à l'Afghanistan en passant par la Crimée, le Congo, le Sahara occidental, le Mali et le Nigéria où sévit actuellement Boko Haram, la liste est longue des conflits régionaux sanglants où les victimes civiles se comptent par milliers et qui mériteraient sans aucun doute la même diligence. Pourtant, il n'en est rien. La mobilisation n'est importante que lorsqu'il s'agit de soutenir des Palestiniens, l'indifférence étant quasi-générale pour toutes les autres victimes de la planète.

Les défenseurs de la Palestine réfutent en général ce simple constat en arguant qu'ils sont solidaires de tous les opprimés de la terre. Ils y voient une manœuvre ourdie orchestrée par leurs adversaires pour minimiser le problème palestinien. Pourtant, à l'exception de ceux qui sont trop marqués idéologiquement pour être honnêtes intellectuellement, personne ne peut raisonnablement contester cette singularité. Elle n'est d'ailleurs pas antinomique avec le sort tragique des Palestiniens.

Ainsi, de nombreux groupes intermédiaires [collectifs, syndicats, associations et partis politiques] encouragent régulièrement les citoyens à soutenir la cause palestinienne par diverses actions : pétition, manifestation, boycott des produits israéliens, etc. Le moindre fait divers qui arrive dans cette région est scrupuleusement rapporté par toute la presse internationale. Lorsque la spirale de la violence resurgit, ce qui est assez fréquent, une mécanique bien huilée se met automatiquement en marche : flot ininterrompu de dépêches, embrasement des réseaux sociaux, couverture de « l'événement » en direct [le nombre de journalistes au mètre carré dans cette région y est un des plus élevés au monde], invectives entre « supporters » des deux camps, appels à la désescalade lancés par la communauté internationale, [tentative de] résolution à l'O.N.U. [Israël est champion toutes catégories confondues du nombre de résolutions onusiennes], réunion extraordinaire de la Ligue arabe, etc.

Les opérations militaires menées ces dernières années par Israël sur le territoire gazaoui ont réussi à réunir contre elles pendant des semaines des milliers de manifestants dans les principales villes européennes comme Londres ou Paris,⁴ mais également dans les pays du Maghreb, en Afrique du Sud, en Australie, au Chili, au Bangladesh, en Inde.

Par comparaison, le sort des Yazidis et des Chrétiens d'Orient [1,5 million de déplacés, des viols, des meurtres, des femmes et des enfants réduits à l'esclavage] n'a réussi à mobiliser à ce jour au mieux que quelques centaines de personnes en Europe et est sorti de l'actualité aussi vite qu'il n'y est entré. La guerre qui fait rage depuis 5 ans en Syrie n'intéresse pas grand monde malgré le nombre très élevé de victimes [on parle de plus de 300.000 morts et de 12 millions de réfugiés]. Aucun rassemblement massif n'a jusqu'à présent été organisé pour protester contre les crimes commis par l'Etat syrien sur son propre peuple, pour appeler au boycott des entreprises syriennes ou pour proclamer un soutien indéfectible et inconditionnel avec le peuple syrien. Les seules manifestations qui se sont déroulées en Europe ont chaque fois porté sur des questions euro-centrées : l'accueil ou non de quelque centaines de milliers de réfugiés sur le territoire européen et la participation ou non du pays à la guerre contre l'Etat Islamique⁵.

Les attentats d'octobre 2015 en Turquie ont bien fait descendre dans la rue européenne quelques milliers de manifestants [contrairement aux attentats de Suruc de juillet 2015 qui n'avaient mobilisé que quelques

⁴ Lors de l'intervention de 2014, plus de 60 manifestations ont été organisées à Paris en moins de deux semaines.

⁵ Environ 5.000 personnes ont par ex. manifesté le 28/11/2015, à Madrid et à Londres, contre une intervention militaire de leur pays dans le conflit en Syrie avec pour slogan principal suivant : « *Don't Bomb Syria – Say no to more Imperialist war* »

centaines de personnes dans le meilleur des cas]. Mais cette mobilisation n'a concerné essentiellement que la diaspora kurde et les opposants turcs au régime d'Erdogan vivant en Europe¹. Les 30 millions de Kurdes, également privés de territoire au même titre que les 5 millions de Palestiniens, attendent d'ailleurs en vain un soutien de la communauté internationale visant à réparer le préjudice causé par les puissances occidentales lors des traités de Sèvres et de Lausanne signés respectivement en 1920 et 1923.

L'injustice historique subie par le peuple palestinien, le sort de la population civile palestinienne, la gravité de certains actes commis par les Israéliens ou leur violation systématique du droit international ne peuvent donc pas justifier, à eux seuls, l'attention toute particulière portée sur ce conflit régional. Les principales raisons d'une telle singularité, outre l'injustice faite aux Palestiniens, sont selon nous le résultat de trois postulats qui dépassent totalement les acteurs du conflit lui-même.

3. Postulat n° 1 : La lutte du monde arabo-musulman contre sa propre sécularisation

3.1 Le phénomène religieux au sein du monde arabo-musulman

Il n'est pas [encore] possible d'étudier le monde arabo-musulman en dissociant le spirituel du temporel. Les deux univers sont intimement liés. Les lois de l'Islam rythment encore actuellement de nombreux aspects de la vie individuelle et collective des populations locales. Il en va ainsi notamment des rapports entre les hommes et femmes, de ce qui relève du Code civil [par ex. mariage, divorce, succession], du droit pénal [par ex. délit de blasphème, interdiction de l'alcool ou de l'homosexualité], etc.⁶

Certains auteurs ont essayé de démontrer que les populations arabo-musulmanes étaient en voie de sécularisation⁷. D'autres ont même interprété les soulèvements populaires ayant amené les « printemps arabes » comme une véritable révolution laïque. Il se pourrait donc que le succès actuel des partis politiques islamo-conservateurs autoritaires en Egypte ou en Tunisie ou la virulence de groupes islamiques comme Daech et Boko Haram ne soient en réalité que le chant du cygne, le dernier soubresaut, du phénomène religieux avant la sécularisation complète du monde arabo-musulman.

Néanmoins, renverser une dictature et substituer un ordre par un autre, ce n'est pas modifier substantiellement les paradigmes qui sont au fondement de l'ordre social et des structures mentales. Même si, pour certains, l'Histoire est en marche⁸, nul ne peut nier le fait que la norme religieuse influence actuellement encore fortement l'ensemble du monde arabo-musulman.

L'explication de ce phénomène religieux pourrait être trouvée dans la manière dont le pouvoir des hommes de religion s'est organisé au fil du temps dans ces régions. Mis à part en Iran, il n'existe pas de « clergé » hiérarchisé permettant d'établir un rapport de force direct avec le pouvoir en place. Les hommes de religion, qui ne doivent bien souvent leur poste que par la grâce du souverain dont ils sont les sujets, ne vont pas s'opposer frontalement à lui, mais vont maintenir leur influence sur les populations locales de manière souterraine. Finalement, avec le temps, on passe d'une hiérarchie religieuse qui n'existe pas à un pouvoir religieux qui est tacitement omniprésent. Ceci expliquerait pourquoi la religion réapparaît systématiquement lorsque le pouvoir « laïc » en place disparaît [ce phénomène a été constaté dans les pays du Maghreb où le « printemps arabe » a fait place à un « hiver islamiste », mais également dans les pays de l'Est après l'effondrement du pouvoir communiste]⁹.

⁶ Cela ne veut toutefois pas dire pour autant que le monde arabo-musulman est homogène. Il n'existe pas *un* islam, mais *des* islams. Cela provient en grande partie de la rapidité avec laquelle l'islam s'est répandu [100 ans après la mort du Prophète, les Arabes étaient à Poitiers]. A la différence du christianisme et de ses missionnaires, les juristes musulmans chargés de propager l'islam n'ont pas eu le temps de travailler à l'édification spirituelle des populations et se sont contentés de donner les grands schémas généraux des pratiques de l'islam [les 5 pratiques fondamentales]. Les lois du substrat culturel antérieur [c'est-à-dire des pratiques et coutumes qui auraient certainement mérité une interrogation approfondie afin de déterminer si elles étaient compatibles ou non avec l'Islam] sont tolérées pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux lois de l'Islam. C'est ainsi que dans la société d'origine guinéenne ou au Mali, on se livre encore aujourd'hui à l'excision des petites filles ou à des manipulations de désenvoûtement traditionnel en invoquant le Coran. L'Islam représente une partie des acquis culturels neufs de ces populations, mais tout leur acquis culturel ancien subsiste. C'est la raison pour laquelle on parle aujourd'hui d'un Islam chinois, d'un Islam indien, etc., car ce sont des Islams avec leurs spécificités : ils obéissent à des grandes lois qui les font adhérer à l'ensemble de la collectivité musulmane, mais dont les pratiques institutionnelles et juridiques sont tout à fait particulières.

⁷ Youssef Courbage et Emmanuel Todd : « *Le rendez-vous des civilisations* », Ed. Seuil.

⁸ Smaïn Laacher : « [Le sacré et la sacralisation contestés dans le monde arabe](#) », in Libération du 26 août 2013.

⁹ Prenons par ex. le code du statut personnel en Afrique du Nord. La relecture moderne du statut de la femme est une proclamation qui apparaît depuis les années 50. Or, toutes les tentatives de relectures, en dépit de campagnes publiques

3.2 Le prisme religieux de la question du droit du sol

Il existe une lecture religieuse du droit du sol. Selon les principes coraniques, il existe trois groupes d'individus vivant dans un Etat musulman :

- La population musulmane [en ce compris les convertis]. Ce sont les maîtres des lieux [l'Oumma].
- Les « Gens du Livre » [les Juifs, les Chrétiens, les Zoroastriens et les Sabéens], dont le Coran fait explicitement mention, sont **tolérés** et peuvent être résidents permanents non musulmans d'une terre musulmane. Ils bénéficient, à ce titre, d'un statut social inférieur à celui des musulmans. C'est le régime de « dhimmi » [ce mot signifiant « protégé », « sous la protection des musulmans »]. Au sein de l'Etat musulman, il est parfaitement loisible à ces communautés de conserver leur pratiques religieuses, leurs édifices [synagogues, églises, etc.] et leurs systèmes juridiques, moyennant un impôt spécial, et pour autant que ces lois n'entrent pas en contradiction avec les lois musulmanes.
- Toutes les autres populations [les païens] n'ont rien à faire sur une terre d'Islam et doivent être éliminées physiquement ou réduites en esclavage en ce qu'elles appartiennent aux religions considérées comme illicites dans le contexte d'un Etat musulman.

Si cet ostracisme divin à l'égard des autres religions révélées n'a pas été respecté dans les faits, il demeure néanmoins fortement ancré dans les mentalités musulmanes. Il revient à penser que si un Etat juif devait être accepté en terre d'Islam, cela voudrait signifier que la communauté musulmane [l'oumma] accepte l'idée du principe de l'égalité des hommes et des peuples [non seulement du peuple juif, mais également des chrétiens, etc.] et renonce au jihad. Reformulé autrement, si les musulmans devaient un jour accepter l'idée d'un peuple dhimmi libre et souverain en terre d'Islam, cela signifierait qu'ils ont renoncé à leur foi puisque le fondement même du dogme religieux présuppose la domination de l'Islam sur les autres religions et de celle de la communauté musulmane sur les autres populations. C'est la raison pour laquelle l'existence de l'Etat juif est véritablement *ressentie* par un musulman croyant comme un véritable corps étranger en terre d'Islam qu'il faut à tout prix expulser¹⁰. Son éradication devient une condition ontologique à la survie même du peuple musulman¹¹.

Cette lutte religieuse des musulmans est un combat intérieur [religion vs sécularisation] et ne doit pas être confondue ni avec une guerre de religion [Islam vs Judaïsme] ni avec une guerre de civilisation [Occident vs Orient] qui présupposent toutes les deux un adversaire extérieur.

Ce premier axiome permet d'obtenir une grille de lecture expliquant les raisons pour lesquelles le soutien à la cause palestinienne fait aujourd'hui l'unanimité au sein du monde arabo-musulman qui n'est pas [encore] sécularisé :

- Les pays arabo-musulmans demeurent historiquement hostiles, dans leur grande majorité, à la création d'un Etat juif sur toute ou partie du territoire de la Palestine [sans sous-estimer bien entendu des facteurs géopolitiques qui excèdent le cadre de cette contribution]. Le rejet de l'existence d'Israël pour une question religieuse constitue le plus petit commun dénominateur d'un monde arabo-musulman [sunnites et chiïtes confondus] qui ne brille pourtant pas par son unité.

officielles, se sont trouvées systématiquement freinées par de véritables lobbys religieux. Ceci permet d'expliquer pourquoi, une fois que le pouvoir en place commence à s'écarter de sa laïcisation pure et dure, on voit resurgir des anciennes pratiques.

¹⁰ cf. la célèbre formule de l'iman Khomeiny de 1979 : « *Israël est une tumeur cancéreuse qui doit disparaître de l'existence* ».

¹¹ Georges Bensoussan : « [L'antisémitisme](#) », in L'Histoire, mensuel n° 269 du 2/10/2002, p. 68.

- Les populations arabo-musulmanes se révèlent être extrêmement sensibles au drame qui se déroule en Palestine. La charge émotive et les réactions passionnelles qu'il suscite peuvent également s'expliquer au départ de ce prisme religieux. Il est tout bonnement inconcevable pour un musulman croyant qu'un Juif possède ne fût-ce qu'une parcelle de la terre d'Islam. Il se développe alors une forme d'empathie sociale des musulmans croyants à l'égard des Palestiniens. L'injustice faite aux musulmans palestiniens dont la terre a été accaparée par des non-musulmans est ressentie comme une blessure personnelle et il est donc normal de se sentir soi-même humilié, touché au plus profond de soi dès qu'un Palestinien est tué [qui plus est lorsqu'il s'agit d'un enfant].

Ce phénomène d'identification aux victimes, étudié en psychologie sociale, est largement amplifié par les images terribles du conflit et le décompte très précis des victimes palestiniennes relayé quasi en temps réel par la presse internationale. Il demeure néanmoins singulier. Des milliers de migrants [dont beaucoup sont musulmans] se meurent chaque année dans les eaux profondes de la Méditerranée dans l'indifférence générale. Le monde n'arrive pourtant à s'émouvoir qu'à la vue d'une photo montrant un petit garçon échoué sur une plage turque. Il y a environ 250.000 morts en Syrie à ce jour, mais quasiment personne n'est capable aujourd'hui d'en déterminer les circonstances exactes [qui tue qui], combien d'enfants et d'adolescents ont été tués et de quelle manière [mis à part quelques ONG présentes sur place, mais dont les chiffres sont invérifiables]. Pire, on ne connaît même pas le nombre exact de victimes au Darfour, en Irak, en Erythrée, au Congo ou au Mali. Mais on connaît par contre le visage, le nom, l'âge et le décompte exact des enfants palestiniens tués par les Israéliens.

Pour le monde arabo-musulman croyant, la disparition d'Israël, en tant qu'Etat juif, est légitime puisqu'elle constitue, d'un point de vue religieux, une condition ontologique de la survie même du peuple musulman. Il y a au demeurant l'idée encore largement répandue, notamment dans les populations maghrébines, que les Juifs vivaient très bien dans les pays arabes avant la création d'Israël en 1948. Il se dessine alors tout un spectre d'opinions débattant des seules modalités de cette liquidation. Certains préconisent l'usage de la force [ex. les discours extrêmement belliqueux de l'ancien président iranien appelant à la destruction physique d'Israël]. D'autres envisagent une résolution du « problème » par la loi naturelle du nombre via le droit au retour sans condition des quelque 750.000 musulmans palestiniens expulsés de leurs terres [aujourd'hui au nombre de 2.500.000] lors de la Nakba [la « catastrophe », c'est-à-dire la création de l'Etat d'Israël] en 1948¹². Dans cette dernière configuration, les Juifs sont maintenus sur place, mais dans un ordre social rétabli [les musulmans palestiniens redevenant les maîtres des lieux et les Juifs reprenant leur statut social inférieur de dhimmis, soit exactement l'apartheid social dénoncé, mais à l'envers].

¹² L'initiative de paix présentée en 2002 par l'Arabie Saoudite prévoit une normalisation entre les 22 pays composant la Ligue arabe et Israël pour autant que l'ensemble des revendications palestiniennes, y compris le droit au retour des réfugiés, sur base de la résolution 192 de l'ONU, soient pleinement rencontrées.

Cette résolution prévoit ce qui suit : *« il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les Gouvernants ou autorités responsables ».*

4. Postulat n° 2 : La lutte de la gauche radicale contre l'impérialisme occidental

Il est assez étonnant de voir des organisations syndicales européennes [ex. C.G.T. en France, F.G.T.B. en Belgique] en tête de cortège de manifestations pro-palestiniennes. L'idéal syndicaliste [né de la lutte des classes et qui vise à la constitution d'une société sans classe et à la disparition du salariat par une transformation totale de la société] semble *prima facie* assez loin du combat mené par le peuple palestinien.

Il est tout aussi surprenant de voir différents mouvements politiques classés à gauche ou à l'extrême gauche de l'échiquier politique [N.P.A., P.C.F., Europe Ecologie les Verts, Parti des Travailleurs Belge, etc.] manifester leur soutien à la Palestine aux côtés de collectifs dont certains sont peut-être respectables, mais dont d'autres sont clairement douteux. Tel est le cas du « Collectif Cheik Yassine » petite association de tendance islamiste radicale très active lors des manifestations parisiennes d'août 2014 nommé d'après le fondateur et guide religieux du Hamas qui avait développé comme stratégie militaire dans les années 90 les attentats kamikazes ayant fait des centaines de morts et de blessés dans les populations civiles israéliennes.

Le soutien de la gauche radicale altermondialiste [« tiers-mondiste » dirait un observateur de droite] à la cause palestinienne trouve en réalité son fondement idéologique dans sa lutte contre l'impérialisme occidental. Cette mouvance qui regroupe un ensemble hétéroclite de mouvements et d'associations politico-humanitaires d'obédience trotskiste, altermondialiste, anti-impérialiste, anticolonialiste, etc., pourtant fractionné idéologiquement, se retrouve *a minima* sur la thèse selon laquelle l'occident capitaliste [en particulier l'Amérique] n'a de cesse d'intervenir militairement partout dans le monde pour combattre les mouvements révolutionnaires, asservir et opprimer les peuples. Il faut donc lutter contre cette hégémonie occidentale en mobilisant les masses, le cas échéant par le recours à la guérilla armée.

Dans un tel cadre idéologique, le sionisme est représenté non pas comme un mouvement de libération nationale, mais comme un mouvement politique organiquement lié à l'impérialisme international et hostile à toute action de libération et à tout mouvement progressiste dans le monde. Partant, la lutte contre Israël s'élève au-dessus du seul intérêt palestinien pour devenir une mission humaniste vouée à la défense de tous les opprimés de la terre. Le combat du peuple palestinien est ainsi sacralisé comme une cause de l'humanité souffrante.

Ce deuxième axiome permet d'obtenir une grille de lecture expliquant les raisons pour lesquelles le soutien à la cause palestinienne fait aujourd'hui l'unanimité au sein de la gauche radicale altermondialiste. Il permet de décrypter la manière dont cette mouvance manipule le conflit israélo-palestinien dans le cadre de son combat idéologique contre l'occident impérialiste :

- La gauche radicale utilise un vocabulaire particulier lorsqu'elle exprime son point de vue sur le conflit. Les sionistes y sont invariablement dénoncés comme des *colonisateurs* à la solde de l'Occident qui *oppriment les Palestiniens* et Israël comme une *création fictive* des puissances dirigeantes occidentales leur permettant d'asseoir leur hégémonie dans la région. L'Etat hébreu est condamné, au choix, comme un *état illégitime, fasciste, criminel, spoliateur, voleur de terres qui doit constamment étendre son territoire au détriment des autres peuples d'où son impérialisme particulièrement virulent*.
- La gauche radicale entend relier l'histoire coloniale européenne avec celle de l'Etat hébreu. La comparaison systématique avec l'Algérie française ou avec l'Afrique du Sud de l'époque de la ségrégation raciale permet de le disqualifier moralement : apartheid intérieur [les droits sont différents entre les Juifs et les non-Juifs], apartheid extérieur [différence de traitement entre les

Israéliens et les Palestiniens dans les territoires palestiniens], apartheid extérieur encore dans le droit au retour [autorisé pour les Juifs et refusé pour les Palestiniens]. Le *crime d'apartheid* [le caractère juif de l'Etat d'Israël] serait dans la conception même de l'Etat. Mais qu'est-ce que l'apartheid sinon le symbole par excellence de la domination occidentale sur les peuples opprimés, de la suprématie des « Blancs » sur les « Noirs ». L'équation Israël = apartheid [racisme] signifie simplement qu'un peuple en domine un autre et l'exploite.

La référence au régime d'apartheid est une constante au sein de cette mouvance. Ainsi le « tribunal » spécial constitué sur la Palestine [le fameux « tribunal Russel » dont la 3^e session en 2011 s'est également tenue symboliquement en Afrique du Sud] *condamne* depuis des années *les crimes d'apartheid* commis par Israël à l'encontre du peuple palestinien. L'intifada est comparée aux émeutes de Soweto¹³. On évoque les « *bantoustans* » [qui rappellent encore une fois l'Afrique du Sud raciale] pour justifier, à tort ou à raison, le rejet des différents plans de paix internationaux [notamment le Plan Clinton].

- La gauche radicale entend lutter contre l'impérialisme occidental en excluant l'Etat d'Israël du concert des Nations. La Conférence mondiale contre le racisme organisée par les Nations Unies en 2001 à Durban en Afrique du Sud est exemplative. A cette occasion, un débat houleux sur une résolution assimilant le sionisme au racisme occulta médiatiquement tous les autres [sur l'esclavage, le racisme, etc.]. Deux camps s'y affrontèrent : le camp des pays occidentaux [les « ex-colonisateurs »], qui menacèrent de quitter la Conférence si la résolution était maintenue, contre celui des pays pauvres ou en voie de développement [les « ex-colonisés » comprenant, en outre, les pays arabo-musulmans à l'initiative de la résolution litigieuse]. La résolution fut retirée *in extremis*. Cela n'empêcha pas Israël d'être cloué au pilori par une autre résolution adoptée par un forum organisé en marge de la conférence et réunissant quelque 6.000 O.N.G. internationales [Amnesty international, etc.] qualifiant Israël *d'Etat raciste coupable d'actes de génocides* contre le peuple palestinien¹⁴. La mise au ban d'Israël, symbole de l'oppression impérialiste occidentale, source constante de menace pour la paix dans le monde, fut l'épicentre d'une conférence mondiale qui portait pourtant au départ sur la lutte contre la pauvreté, le racisme, la xénophobie et l'intolérance dans le monde.
- La campagne internationale du mouvement B.D.S [Boycott, Désinvestissement et Sanctions] lancée depuis 2005 à l'encontre de l'Etat d'Israël [calqué sur un modèle identique à la campagne lancée contre l'Afrique du Sud ségrégationniste] est un autre exemple d'un mouvement politique soutenant la cause palestinienne, mais qui lutte en réalité contre l'impérialisme occidental via la délégitimisation d'Israël. B.D.S. n'appelle pas uniquement au boycott des produits israéliens manufacturés dans les territoires occupés afin de forcer l'Etat hébreu au compromis avec les Palestiniens, mais considère son existence comme illégitime, car il ne doit sa création qu'aux puissances occidentales et à l'expulsion des Palestiniens de leurs terres. Il envisage donc un boycott intégral de l'Etat d'Israël [économique, universitaire, culturel, sportif, etc.]¹⁵ par les nations du monde entier afin de le contraindre à capituler et, ensuite, à disparaître.

¹³ Alain Gresh : « *Israël / Palestine, vérité sur un conflit* », Ed. Fayard, 2007.

¹⁴ La déclaration finale du Forum mentionne à plusieurs reprises le racisme et l'apartheid de l'Etat d'Israël dans ses points 98-99 et 160-165.

¹⁵ Le site internet de B.D.S. France [www.bdsfrance.org] ne cache d'ailleurs pas ses objectifs :

En premier lieu, nous ciblons les entreprises et les produits israéliens, qu'ils proviennent des territoires de 1948 [Israël] ou de 1967 [Jérusalem-Est, la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Golan]. Nous pouvons néanmoins choisir en priorité des produits des territoires de 1967, parce que nous savons qu'il sera plus facile de constituer de larges coalitions contre eux. Lorsque nous dénonçons les boutiques qui vendent ces produits, n'oublions pas que la cible est l'entreprise israélienne. Nous n'appelons pas au boycott de la boutique, mais nous appelons la boutique à ce qu'elle cesse de vendre ce produit.

Ou encore :

Ce mouvement s'inscrit donc pleinement dans la vision idéologique de la gauche radicale¹⁶. Il entend mobiliser les citoyens européens en boycottant les produits de grande consommation qui symbolisent l'occident impérialiste comme l'emblématique Coca-Cola¹⁷, Danone, l'Oréal ou encore Mc Donald's *en solidarité avec le peuple palestinien*. Sous le vernis palestinien se cache donc bien un message anticapitaliste.

Pour certains activistes pro-palestiniens, il s'agit d'ailleurs d'une lutte militante, mais également combattante. Il existe en effet une gauche radicale de combat [incarnée par la figure emblématique de Che Guevara], celle qui « pense » le *Grand Soir* à travers les armes. Aussi, « *l'ennemi de mon ennemi est mon ami* ». Il n'est donc finalement pas aussi surprenant que cela de voir des manifestants issus de la gauche radicale [syndicalistes, militants altermondialistes, représentants de partis politiques d'extrême gauche, etc.] s'en allant vociférer des messages antisionistes au côté de collectifs musulmans extrémistes brandissant des drapeaux du Hamas ou du Djihad islamique lors de grands rassemblements européens en faveur de la Palestine.

La gauche radicale se revendique par principe solidaire de tous les opprimés de la terre. Dans les faits, pourtant, son combat ne porte que sur Israël. Aussi, son soutien indéfectible et inconditionnel à la cause palestinienne au détriment de toutes les autres causes, au point d'en excuser tous les attentats commis en son nom, même les plus crapuleux, démontre bien qu'au fond des choses elle se place du côté des Palestiniens non pas parce que leur combat est légitime, mais parce que l'adversaire est clairement désigné. Son soutien au peuple palestinien pose en réalité la question singulière du rôle symbolique des Juifs au sein de la société capitaliste.

D'abord, les discriminations que nous dénonçons touchent également les Palestiniens à l'intérieur des frontières d'Israël. Ensuite, la résolution 194 de l'ONU stipule le respect et la mise en œuvre du droit au retour des réfugiés palestiniens dans leurs maisons, y compris à l'intérieur des frontières de 1948. Enfin, dans sa dimension coloniale, c'est bien l'Etat d'Israël, son armée et ses entreprises qui sont responsables et qui profitent économiquement de l'occupation de tous les territoires illégaux, de la construction du Mur, du blocus de Gaza etc. A l'époque de l'Apartheid, n'aurait-il pas été absurde de ne boycotter que les bantoustans et pas le Cap, Johannesburg ou Pretoria ?

¹⁶ Le matériel didactique mis à la disposition sur internet par le mouvement pour expliquer ses positions comporte toute la panoplie du parfait petit militant altermondialiste : « *l'apartheid israélien vu par les victimes sud-africaines* », « *Israël : un processus de colonisation de A à Z* », *état criminel*, etc. Voir également au sujet de B.D.S. l'édition de Laurent Joffrin : « [BDS, dessous d'un boycott](#) » in Libération du 14 août 2015.

¹⁷ Le mouvement n'est pas totalement structuré. De nombreuses listes de produits considérés comme « impropres à la consommation », car liés directement ou indirectement à l'entité sioniste circulent sur les réseaux sociaux. La marque Coca-Cola ne se retrouve pas dans la liste « officielle » publiée par la maison-mère B.D.S.

5. Postulat n° 3 : La lutte de la minorité européenne de confession musulmane pour sa propre intégration en Europe

5.1 Le racisme différentialiste – La montée de l’islamophobie en Europe

La minorité européenne de confession musulmane est aujourd’hui devenue la première victime du populisme ambiant qui gangrène l’Europe tout entière. En France, le « nouveau » FN présidé par Mme Marine Le Pen doit son succès actuel principalement aux positions anti-islam qu’il développe plutôt qu’aux diatribes antisémites de son père. Le même constat s’impose dans les autres pays européens [ex. le succès de partis comme la N.V.A. ou le Vlaams Belang en Belgique, etc.]¹⁸.

Il existe plusieurs explications à cette poussée d’islamophobie en Europe. Ainsi, pour Emmanuel Todd, *le vote FN résulte d’une stratification éducative qui conduit les milieux populaires à chercher, dans la hiérarchie sociale, au-dessous d’eux, un bouc émissaire*¹⁹. Pour notre part, nous nous inscrivons dans la lignée de la théorie sociologique des rapports entre les groupes des « établis » [« established »] et les groupes des « marginaux » [« outsiders »]²⁰ développée par Norbert Elias.

La grille d’analyse pourrait en substance être formulée de la manière suivante : le groupe des *établis* [les habitants « de souche »] occupe le pouvoir et a de ce fait une haute estime de lui-même. Il considère les groupes des marginaux [par ex. la minorité musulmane] comme lui étant socialement inférieur. Il en résulte un profond mépris. Les « nouveaux venus » sont ainsi victimes de ségrégation, de stigmatisation sociale et de rejet de la part du groupe installé. Ceci est tellement vrai que les groupes marginaux, méprisés et humiliés, s’approprient parfois l’image dévalorisante que le groupe établi plus puissant se fait de lui. Il en résulte une faible estime de soi qui provoque l’anomie sociale [pour reprendre le terme utilisé par Durkheim], c’est-à-dire la paralysie du groupe [cette anémie pourrait d’ailleurs expliquer pourquoi la minorité musulmane est restée globalement aphone après les attentats de janvier et de novembre 2015 en France alors que le groupe des installés attendait de sa part qu’elle se soulève en bloc pour se désolidariser des auteurs musulmans des attentats].

Les tensions entre les deux groupes s’intensifient lorsque le groupe des marginaux commence à réclamer l’égalité sociale [c’est-à-dire le droit de s’intégrer et de faire partie du groupe des installés]. Lorsque le groupe des marginaux commence à occuper dans la société majoritaire des positions qui leur étaient autrefois inaccessibles, les tensions entre les deux groupes s’intensifient. Il se développe alors une forme de racisme différentialiste. L’ordre des choses qui apparaissait au groupe des établis comme naturel commence alors à vaciller et il en découle des problèmes d’identité. Leur statut social supérieur, qui est constitutif du sentiment que l’individu a de sa propre valeur est menacé par le fait que les membres d’un groupe marginal, en réalité méprisés, revendiquent non seulement une égalité sociale, mais aussi une égalité humaine. Ils ressentent comme une humiliation insupportable de devoir entrer en concurrence avec des membres d’un groupe marginal méprisés.

Ceci permet de comprendre pourquoi la minorité musulmane est aujourd’hui perçue comme une véritable menace [au niveau culturel, économique, etc.] par les habitants « de souche ». La sociodynamique des rapports sociaux entre les groupes établis et les groupes marginaux explique en grande partie le succès des partis populistes et pourquoi la minorité musulmane est aujourd’hui en voie de marginalisation

¹⁸ Encore que cet antisémitisme n’est jamais très loin et peut à tout moment refaire surface comme en témoignent les scores récents obtenus par certains partis populistes ouvertement antisémites en Hongrie et en Grèce.

¹⁹ Emmanuel Todd, « *Qui est Charlie ?* », p. 218.

²⁰ Norbert Elias, « *Logique de l’exclusion* », Ed. Fayard

partout en Europe. L'exclusion et la stigmatisation collective des *intrus* sont des armes puissantes aux mains du groupe installé pour perpétuer son identité, affirmer sa supériorité et maintenir les autres à leur place.

Certains [plutôt à droite] parlent alors de « problème d'intégration ». D'autres [plutôt à gauche] rejettent cette idée et évoquent au contraire une « stigmatisation » des musulmans. Tous s'accordent néanmoins au minimum sur l'idée selon laquelle le processus d'intégration de la minorité musulmane en Europe est actuellement bloqué ou à tout le moins freiné. Seuls quelques irréductibles idéologues issus de la gauche radicale s'obstinent encore et toujours à nier ce simple constat. Mais cette négation s'explique pour deux raisons. Il y a tout d'abord la tendance systématique adoptée chez certains sympathisants d'extrême gauche à minorer les problèmes lorsqu'ils contreviennent à la ligne « officielle »²¹ ou au cadre idéologique prédéfini. Débattre de la question de l'intégration c'est aussi risquer de s'aliéner les personnes qui combattent [mais pour différentes raisons] les ennemis communs que sont le capitalisme et la société occidentale.

5.2 La montée de l'antisémitisme au sein de la minorité musulmane

La minorité musulmane cherche les raisons du blocage de son processus d'intégration en Europe. Elle en trouve l'explication principale dans la place qu'occuperait la minorité juive au sein de nos sociétés. La minorité juive européenne bénéficie de privilèges de la part des pays occidentaux qui, en raison de l'histoire tragique des Juifs européens, ont une dette morale envers elle, les autres minorités étant laissées pour compte. Aussi, pour pouvoir réussir définitivement son intégration, la minorité musulmane doit nécessairement prendre la place privilégiée actuellement dévolue à la minorité juive.

Ceci permet de comprendre pourquoi certains Européens de confession musulmane souhaiteraient organiser la *communauté* musulmane de la même manière que la *communauté* juive : de par sa stigmatisation, la minorité musulmane se perçoit faible et peu structurée, mais souhaiterait devenir unie, solidaire, dotée d'institutions reconnues et dotées d'une certaine influence auprès des gouvernants [à l'image du C.R.I.F. en France]. Notons le parallèle avec l'image symbolique du Juif du mellah. La minorité maghrébine souhaiterait devenir le « nouveau Juif » du mellah [c'est-à-dire dans l'imaginaire arabe une minorité privilégiée bénéficiant de la protection du Roi]. C'est ce statut fantasmé que souhaite acquérir la minorité musulmane en Europe.

Pour pouvoir occuper la place de minorité privilégiée [et donc réussir son intégration], il faut nécessairement écarter la minorité juive du jeu en rompant définitivement avec la raison essentielle qui fonde son pouvoir : son statut de victime. Si la minorité juive ne peut plus revendiquer ce statut, elle perd toute légitimité et partant, sa place. Il faut donc s'atteler à « gommer » tout ce qui lui permettrait de revendiquer et de maintenir ce statut.

²¹ L'histoire des relations entre le PC français et l'Union Soviétique est un bon exemple. Plutôt que de dénoncer les exactions commises par la dictature soviétique, la position adoptée pendant longtemps [notamment par le PC de Georges Marchais] fut de nier ou de minimiser ces exactions afin de ne pas mettre en péril les positions idéologiques et le soutien à l'U.R.S.S. Le même raisonnement peut se faire *mutatis mutandis* pour la question délicate de l'intégration des populations arabo-musulmanes en Europe. Certains sympathisants de la gauche radicale affirmeront qu'il n'y a pas de problème d'intégration et que s'il y en a un, c'est uniquement de la faute de la société occidentale capitaliste et des fascistes [terme couramment utilisé dans le milieu pour clôturer un débat avec une personne qui n'est pas du même avis]. Pourtant, reconnaître simplement un frein voire un blocage dans le processus d'intégration ce n'est pas nécessairement être ou devenir un antimusulman. Par contre, utiliser cette question de l'immigration pour justifier ensuite une politique fondée sur la discrimination [comme peuvent par exemple le faire les partis populistes comme le F.N. en France] est une position qui peut être qualifiée de fasciste ou fascisante.

Ce troisième axiome permet d'expliquer les raisons pour lesquelles le conflit israélo-palestinien devient alors un élément central chez les jeunes Européens de confession musulmane. En associant son image victimaire avec celle du peuple palestinien, cette jeunesse peut alors comprendre que le combat contre l'ennemi sioniste est symboliquement son combat pour sa propre intégration en Europe. Le terme « sioniste » est ici utilisé pour désigner la minorité juive sans se faire taxer immédiatement d'antisémite. Pourtant, c'est bien la minorité juive européenne et la place fantasmée que cette dernière occupe dans la société occidentale qui sont visées ici.

Il nous offre ainsi une grille d'interprétation permettant de décrypter définitivement la poussée de l'antisémitisme au sein de la minorité européenne de confession musulmane vivant dans des quartiers de relégation [les fameuses « banlieues françaises »]²².

E. Todd, dans son dernier ouvrage, écrit très justement ce qui suit à propos des attentats de Charlie : « *Et puis il y eut cette troublante sous-estimation, dans les commentaires, de la dimension antisémite de l'événement, qui pourtant succédait aux tueries de Bruxelles en mai 2014 et de Toulouse en mars 2012. La vraie question pour la France, ce n'est pas le droit à la caricature, c'est la montée de l'antisémitisme dans les banlieues* »²³. [...]. « *Merah, Nemmouche, Coulibaly : les sentiments antijuifs qui prospèrent dans certains milieux sont désormais avérés, sans discussion possible, et doivent être traités comme un fait sociologique, à la manière d'un taux de suicide. Nous aurions toujours tort de n'y voir qu'une importation en France du conflit israélo-palestinien, même si la réalité lointaine de l'injustice faite aux Palestiniens anime consciemment les jeunes antisémites des banlieues* ».

Toujours pour E. Todd, la faute incomberait au groupe dominant [la classe moyenne] maltraitant les Français musulmans qui, « par ricochet » se vengeraient alors sur les Juifs. Il écrit à ce sujet ce qui suit : « *c'est pourtant bien cette classe moyenne confite de bonne conscience qui a, par son égoïsme et son mépris, autorisé le pourrissement au bas de la société française et qui persiste, jour après jour, à condamner des catégories entières à la relégation sociale dans laquelle elles auront tout loisir de recuire leur frustration et leur rage. Au-delà des professions de foi antiracistes, au-delà des engagements solennels et répétés du gouvernement à lutter contre l'antisémitisme, la vérité est que Charlie a réussi, au terme d'une gigantesque partie de billard sociologique, à mettre en danger les Français juifs en maltraitant les Français musulmans. Et que, sous l'effet d'une politique économique insensible et cruelle, il va continuer de s'y employer* »²⁴.

Pour Bernard-Henri Lévy, la montée de l'antisémitisme s'articule sur trois axiomes : antisionisme, négationnisme et compétition des victimes : 1. Les Juifs méritent d'être haïs parce qu'ils soutiennent un Etat lui-même haïssable et qui mène le monde à la catastrophe. 2. Ils méritent d'être haïs, car, pour légitimer cet Etat immonde, pour mieux assurer ses bases et intimider ses opposants, ils ont inventé la plus énorme, la plus grossière et, au passage, la plus immorale des manipulations – à savoir, sinon la Shoah elle-même, du moins le mythe de sa « singularité ». 3. Et ils le méritent enfin parce que, ce faisant, en nous accablant de souvenirs de leurs morts, réels ou imaginaires, ils éclipsent les vraies victimes, les vrais Juifs d'aujourd'hui, à savoir les Palestiniens.

²² Seuls quelques idéologues contestent encore la réalité même de cette montée de l'antisémitisme. Voir par ex. Dominique Vidal : « *Un antisémitisme virulent, mais marginal* » in *Le Monde Diplomatique*, Février 2015, p. 16. La thèse qui y est développée consiste à faire une différence entre les opinions antisémites [qui seraient marginales] et les actes antisémites, en forte augmentation, qui correspondraient chronologiquement aux périodes les plus meurtrières du conflit israélo-palestinien. L'antisémitisme ne serait donc qu'un ressenti de la part des Juifs de France qui ne refléterait pas la réalité.

²³ Emmanuel Todd, « *Qui est Charlie ?* », p. 17.

²⁴ E. Todd, « *Qui est Charlie ?* », p. 218

« Mettez les trois propositions ensemble. Mettez-les dans la tête d'âmes simples ou mal prévenues. Brossez bien le portrait de ce peuple solidaire d'un Etat nazi, trafiquant jusqu'à la mémoire de ses morts et faisant en sorte, à force de tapage, que le monde reste bien sourd à la clameur des misérables d'aujourd'hui. Vous aurez, vous avez, un cocktail explosif. Vous aurez, vous avez, un incendie des âmes qui se propage, en effet, d'un bout du monde à l'autre. Vous aurez, vous avez, l'idée qu'il est de nouveau juste, normal, moral, pas du tout scandaleux ni illégitime, de haïr le peuple juif »²⁵ .

Ces explications, aussi justes soient-elles, se doivent d'être complétées par notre axiome afin de pouvoir comprendre pleinement la montée de l'antisémitisme chez les jeunes européens de confession musulmane. Ce n'est à notre avis ni l'islamisme radical, ni l'importation du conflit israélo-palestinien, mais bien cette « compétition des minorités » [qui ne doit pas être confondue avec le concept de « compétition des victimes »], qui s'inscrit dans des rapports sociaux de pouvoir, qui permet d'expliquer véritablement la montée de l'antisémitisme dans les banlieues.

La minimisation voire la négation de la Shoah est une idée aujourd'hui largement répandue. Il est devenu quasiment impossible aujourd'hui de parler de la Shoah dans certaines écoles. En parlant de « Shoah-Business » on laisse sous-entendre que la minorité juive joue constamment de sa victimisation auprès des dirigeants européens pour conserver sa place privilégiée au détriment des autres minorités. On parle trop des victimes juives et pas assez des autres victimes [compétition des victimes].

Ainsi, lorsque Dieudonné M'Bala M'Bala fait ovationner par 7.000 personnes lors de son spectacle au Zénith le négationniste Robert Faurisson en lui faisant remettre le « *prix de l'insolence et de l'infrequentabilité* » par un personnage jouant le rôle d'un déporté juif, le message est on ne peut plus clair. Pour Dieudonné lui-même, le but de cette mise en scène était de mettre en évidence l'ostracisation de Robert Faurisson et de montrer que les limites à la liberté d'expression sont, pour la classe politique, extrêmement réduites puisqu'elles ne peuvent en aucune façon atteindre la « sacralisation absolue du martyr juif ». La cible avouée est donc bien l'ensemble de la communauté juive et son statut de victime supposée. Le négationniste Faurisson est présenté ici en tant que symbole permettant d'asseoir la thèse selon laquelle la minorité juive est un spoliateur qui se prétend être une victime ou qui à tout le moins en fait trop, et ce, uniquement pour conserver sa place de minorité privilégiée au détriment des autres victimes.

Les cours et tribunaux ayant condamné Dieudonné dans cette affaire pour injure raciste précisent ce qui suit²⁶ : « *contrairement à ce qui est suggéré à divers moments de la séquence litigieuse, lorsque sont évoquées les « milices d'occupation israélienne », « les milices sionistes » et le « soutien indéfectible à la Palestine », les propos poursuivis ne relèvent pas d'une prise de position politique sur le conflit opposant les Palestiniens à l'Etat d'Israël, dès lors que c'est bien l'ensemble des personnes d'origine ou de confession juive qui sont visées par l'injure incriminée, qui tend à les atteindre uniquement en raison de leur origine ou de leur religion, et indépendamment de leurs éventuels choix politiques ».*

La minorité musulmane est aujourd'hui devenue le bouc émissaire de nos sociétés occidentales. Le paria n'est plus le *Juif*, mais l'*Arabe*. Mais, ce nouveau bouc émissaire a trouvé lui aussi un autre bouc émissaire pour expliquer son statut de mal-aimé et le blocage dans son processus d'intégration : la minorité juive. Celle-ci est donc le bouc émissaire du bouc émissaire.

²⁵ Bernard-Henry Lévy, « *Pièces d'identité* », p. 278.

²⁶ Voir notamment les rétroactes de cette affaire dans l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme du 20 octobre 2015, requête n° 2239/13, Dieudonné M'BALA M'BALA contre la France.

6. Remise en cause des grilles de lecture traditionnelles

6.1 Remise en cause de la grille de lecture traditionnelle des « pro-palestiniens »

Le théorème que nous défendons permet de dégager une nouvelle grille de lecture. En adoptant cette nouvelle approche, la ligne de défense initiale du camp « pro-palestinien » pour justifier la singularité du conflit [« le monde soutient le peuple palestinien, car ce dernier est opprimé »] apparaît bancale. La combinaison des trois axiomes permet en effet de démontrer qu'il existe en réalité une **lecture totalement convergente du conflit** par les militants et les sympathisants de la cause :

6.1.1 Une vision binaire du conflit - la théorie de l'Axe du Mal interprétée « à l'envers »

La théorie de l'Axe du Mal développée par George W. Bush après les attentats du 11/09 consiste à analyser le monde au départ d'un schéma de pensée binaire : il y aurait d'un côté les forces du bien et de l'autre les forces du mal qu'il faut combattre. Les militants de la cause palestinienne reprennent cette théorie à leur compte, mais à l'envers : il y aurait d'un côté le peuple palestinien qu'il faut défendre à tout prix et de l'autre un adversaire sioniste qu'il faut combattre, également à tout prix.

Dans cette vision manichéenne, une seule partie au conflit est légitime, l'autre ne l'est pas. La résistance et la lutte armée contre l'ennemi sioniste sont légitimes, peu importe que ces attaques soient dirigées à l'encontre de militaires ou de la population civile israélienne, qu'elles soient exécutées dans les territoires palestiniens occupés ou à l'intérieur des frontières de 1967. Mais la défense opposée par Israël est, elle, illégale puisqu'elle a pour but de perpétuer un Etat qui exprime l'agression du fait même de sa création et de son existence²⁷.

C'est pourquoi, dans un réflexe d'autodéfense psychologique [on tente toujours de se rassurer en imaginant une solution unique qui résoudrait tous les problèmes], la victime et le bourreau ne peuvent jamais être confondus.

Exemple 1 : l'utilisation d'un vocabulaire propre à Seconde Guerre mondiale

Certains sympathisants de la cause palestinienne remettent aujourd'hui en cause l'existence de la Shoah ou à tout le moins son ampleur. D'autres, sans aller jusqu'à nier le génocide juif, *remettent les compteurs à zéro* en comparant systématiquement les sionistes aux nazis. Ainsi, la plupart des supporters pro-palestiniens, lorsqu'ils évoquent Gaza, empruntent un vocabulaire de la Seconde Guerre mondiale et parlent de camp de concentration, de génocide, de méthodes nazies, etc. Il y a donc un lien sémantique entre la persécution des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale et la souffrance du peuple palestinien. Cette manière de procéder permet non pas de minimiser la Shoah, mais d'indiquer que les Juifs ne peuvent plus se retrancher derrière cette question, car maintenant ils font la même chose que les nazis. Ce faisant, la victime n'est plus juive. La victime s'est transformée en bourreau.

Exemple 2 : l'affaire Mehdi Nemmouche

L'attaque du Musée Juif à Bruxelles par Mehdi Nemmouche à peine accomplie, la rumeur circule immédiatement [reprise le jour même en une par l'ensemble des médias traditionnels] selon laquelle deux des personnes tuées lors de l'attaque seraient en réalité des agents du Mossad israélien victimes d'un

²⁷ Pour illustrer ce propos voir notamment la manière dont Alain Gresh répond à Bernard-Henri Lévy et justifie ses positions dans : « [Les mensonges de BHL \[suite, sans fin\] : Israël, les Juifs et Gaza](#) », in Le Monde Diplomatique, 21 juillet 2014.

règlement de compte. Le ver est dès ce moment dans le fruit. Il aura fallu d'un seul titre de presse et, par un tour de passe-passe, la victime devient bourreau et le bourreau la victime.

Exemple 3 : la guerre des mots et des images utilisés pour relater le conflit israélo-palestinien – le glissement sémantique

Tout Palestinien tué est comptabilisé comme une victime civile, peu importe la cause du décès. De l'incursion de l'armée israélienne à Gaza en 2014, on retiendra qu'il y a eu 2.700 civils palestiniens tués, principalement des femmes et des enfants contre 79 soldats israéliens. Aucun combattant du Hamas et du Djihad islamique n'est catégorisé comme tel. Malgré le décompte des tués très précis et quasi en temps réel réalisé par toutes les ONG et repris par l'ensemble des médias internationaux, personne ne peut à ce jour dire ce qu'il est advenu des miliciens armés islamistes ayant tiré des milliers de roquettes sur le territoire israélien et qui ont combattu au sol les forces armées israéliennes. Il n'existe pas de combattants islamistes en Palestine. Il n'existe que des victimes civiles. Le bourreau, lui, est de l'autre côté.

Ce bourreau, d'ailleurs, n'a ni nom ni visage : il s'agit d'un colon, d'un Israélien ou d'un soldat. Dans ce que certains appellent aujourd'hui l'« Intifada des couteaux » chaque attaque palestinienne, même contre des civils israéliens, est considérée comme de la légitime défense, jamais comme un crime ou un attentat. L'indignation porte non pas sur le geste de l'auteur [donner un coup de couteau, utiliser une voiture-bélier pour écraser les cibles, etc.], mais sur la propension qu'ont les Israéliens à avoir la « gâchette facile » et à abattre un peu trop vite l'assaillant. On dénonce alors des exécutions extra-judiciaires que l'on entend porter devant la Cour pénale internationale.

Cette vision manichéenne du monde, où la victime et le bourreau ne peuvent jamais être confondus, pourrait également expliquer pourquoi certains lycéens français ont refusé de participer à la minute de silence organisée dans les écoles en France à la mémoire des victimes de *Charlie* et de l'Hyper Cacher. Ce n'étaient pour eux tout simplement pas les « vraies » victimes. Il n'était pas possible que la victime soit du mauvais côté de la barrière. Le scénario devait être absolument réécrit, notamment par l'adhésion d'une jeunesse acculturée dont le cerveau est désormais pleinement disponible pour adhérer aux théories complotistes les plus farfelues.

6.1.2 La solution au conflit ? Le seul Etat palestinien

Les sympathisants de la cause palestinienne convergent sur l'idée selon laquelle la solution politique au conflit passe non pas par la création de deux Etats mais par la disparition pure et simple de l'Etat juif [on parle dans ce cas de « désionisation »]. Seuls les Palestiniens peuvent revendiquer le droit à l'autodétermination sur toute l'étendue du territoire. Les Juifs, eux, ne constituent pas une nation²⁸ et n'ont droit ni à l'autodétermination ni à un Etat. Certains vont jusqu'à remettre en cause l'existence même du peuple juif²⁹.

Ils optent donc pour une solution politicide du conflit et pour la création d'un Etat palestinien sur l'ensemble du territoire. Ce nouvel Etat serait au mieux binational [où les Juifs redeviendraient

²⁸ Voir par ex. Alain Gresh : « *De quoi la Palestine est-elle le nom* », Ed. LLL.

²⁹ Pour certains, le peuple juif n'existerait pas. Les prétentions fondées sur les liens historiques et spirituels des Juifs avec la Palestine seraient incompatibles avec les faits historiques et avec une juste conception des éléments qui concourent à constituer un Etat. Le judaïsme étant une religion révélée, il ne saurait constituer une nationalité ayant une existence indépendante. De même, les Juifs ne forment pas un seul et même peuple ayant une identité spécifique, mais sont les citoyens des Etats auxquels ils appartiennent. L'Etat est l'expression d'un principe national et non pas religieux : ainsi, les Juifs, dont la spécificité n'est que religieuse, n'ont-ils nullement besoin d'un Etat, et un Etat juif faisant du judaïsme une nationalité est une aberration historique et politique. C'est pourquoi le sionisme, en tant que manifestation du nationalisme juif, défigure le judaïsme.

minoritaires par la loi du nombre] et, au pire sans Juifs [si le peuple musulman palestinien décide librement qu'ils doivent être expulsés dans leur majorité].

Les collectifs pro-palestiniens soutenant une solution politique de deux Etats sont, *in fine*, assez peu nombreux. Le collectif pour « une Paix juste et durable » est assez exemplatif. La longue liste des mouvements qui composent ce collectif permet de démontrer qu'il est orienté vers une désionisation plutôt que vers un partage du territoire entre les deux parties belligérantes. Le processus d'Oslo est souvent vu comme une tentative de la part des sociétés occidentales capitalistes d'éloigner le peuple palestinien de la véritable nature de son combat en ce qu'il conduit à un glissement de paradigme : d'une lutte d'un peuple opprimé contre ses occupants et colonisateurs à une dispute entre deux groupes nationaux avec des droits et des revendications morales conflictuelles, mais symétriques.

La caractéristique commune à tous les sympathisants de la cause palestinienne est qu'ils envisagent non pas la paix avec Israël, mais la paix sans Israël.

6.1.3 L'avenir de la Palestine

Le sort du peuple palestinien, une fois le « problème sioniste » résolu, fait très peu débat au sein des grands partisans de la cause. Ceux-ci s'alignent exclusivement sur les revendications palestiniennes : création d'un Etat palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale [englobant notamment la vieille ville de Jérusalem et, partant, l'esplanade des Mosquées], le droit au retour sans condition des réfugiés palestiniens sur leurs terres [donc au sein même du territoire israélien, ce qui n'est rien qu'un laborieux euphémisme pour politicide pur et simple], etc. On parle de *libération des territoires occupés* dans des termes délibérément vagues [de quels territoires parle-t-on, ceux de 1948 ou de 1967 ?].

Mais de quel Etat parle-t-on lorsque des sympathisants d'extrême gauche rencontrent des collectifs se réclamant ouvertement du Hamas ? De quelle Palestine indépendante rêve-t-on ? D'une Palestine calquée sur le modèle occidental démocratique et laïque, d'une Palestine islamique ayant pour constitution le Coran ?

En réalité, le sort du peuple palestinien, une fois l'ennemi sioniste disparu, présente peu ou prou d'intérêt :

- Pour la gauche radicale, hormis quelques romantiques qui rêvent peut-être d'une Palestine libre, démocratique et laïque, le mot d'ordre principal est plutôt celui du principe de non-ingérence [l'ingérence étant vue comme impérialiste]. Le devenir du peuple palestinien n'est pas leur combat. La Palestine de demain [démocratique ou théocratique, progressiste ou réactionnaire, etc.] n'est pas à l'agenda des mouvements de gauche. Ceux-ci s'inscrivent parfaitement dans ce que le philosophe André Glucksmann dénonçait comme « le crime de l'indifférence ».
- Pour le monde arabo-musulman, extrêmement divisé, l'avenir du peuple palestinien ne présente aucune signification. La démocratie n'est pas [encore] un aspect dominant du monde arabo-musulman. Ces régimes, pour la plupart autoritaires, ne se soucient pas plus du sort du peuple palestinien que celui des autres peuples. En témoignent par ex. le sort réservé par les pays du Golfe aux réfugiés syriens ou la guerre fratricide qui sévit entre sunnites et chiïtes et qui fait des milliers de victimes civiles et des millions de déplacés dans la région [les musulmans sont les premières victimes du conflit syrien].

- Quant aux populations arabo-musulmanes vivant en Europe, si elles réussissent leur sécularisation d'une part et leur intégration d'autre part, elles vivront alors sans doute le conflit israélo-palestinien avec beaucoup moins d'acuité.

Dans cette configuration, une fois l'Etat d'Israël disparu, le peuple palestinien sera donc laissé à son destin [c'est-à-dire en pratique le même destin tragique que celui actuellement vécu par tous les autres peuples de la région].

Reste, enfin, la question des nouveaux réfugiés juifs que seront devenus les Israéliens. Quel sort sera dévolu aux Juifs ? Que faire des 7 millions de Juifs vivant sur ce territoire ? Leur sort importe peu. Le problème sera vite réglé : soit les Juifs, par leur inclusion dans un Etat binational, retrouveront leur place de minorité qui a toujours été la leur en terre d'islam, soit ils seront expulsés [seuls les descendants de ceux présents avant la déclaration Balfour de 1917 pourront rester]³⁰ vers leurs pays arabes d'origine [où « *ils vivaient en toute harmonie avec les musulmans avant la création de l'Etat d'Israël en 1948* »] où vers les pays européens. Le sort récent réservé aux Chrétiens d'Orient ou l'histoire tragique des Juifs européens ne sont pas les propos. Il s'agit de régler le sort des Palestiniens, pas des Juifs.

6.1.4 Un discours antisioniste revendiqué qui dérape régulièrement vers de l'antisémitisme

Les sympathisants de la cause palestinienne revendiquent ouvertement leur antisionisme. Le sionisme est d'ailleurs *en train de devenir, d'un bout à l'autre de la planète, une sorte d'insulte, un synonyme d'infamie*³¹.

Parfois, la frontière entre antisionisme et antisémitisme est ténue : La gauche radicale balaie d'un revers de la main toute idée antisémite de son propos en arguant que l'antisémitisme est lié à l'extrême droite. Ainsi, le mouvement B.D.S. France [qui regroupe une cinquantaine d'associations politico-humanitaires signataires, parmi lesquelles le la Confédération Nationale du Travail [CNT], la confédération paysanne, le Parti de Gauche de Mélenchon, le Nouveau Parti Anticapitaliste ou encore le mouvement altermondialiste ATTAC] se garde bien de tout antisémitisme et assure dans sa charte ne pas viser « *des personnes ou des groupes en raison de leur origine ou de leur religion juive, ni les entreprises ou leurs produits* », mais bien « *la politique coloniale d'occupation israélienne et ses partisans* ». Il s'insurge d'un *chantage honteux d'antisémitisme* et dispose même d'un argumentaire militant pour le combattre.

Toutefois, si la rhétorique antisioniste de la gauche radicale est assez classique [*colonisateurs, état criminel, crime d'apartheid, etc.*], le dérapage antisémite n'est, lui, jamais très loin. L'association juif/impérialiste se trouve d'ailleurs en quelque sorte dans les gênes de l'idéologie d'extrême gauche. Karl Marx lui-même identifiait le judaïsme au capitalisme et qualifiait de judaïsée la société bourgeoise de son temps³².

Le mouvement B.D.S. local a ainsi fait pression sur l'organisateur d'un festival de reggae en Espagne afin qu'il déprogramme le chanteur Matisyahu. Ses chansons n'avaient pourtant aucun caractère politique et il était de nationalité américaine et non pas israélienne. Ce qui le rendait suspect de collusion avec *l'ennemi sioniste* était uniquement son origine juive.

³⁰ L'article 6 de la Charte nationale palestinienne

³¹ BHL, pièces d'identité, p.277

³² Karl Marx, la Question Juive

De la même manière, une partie de la gauche radicale, en appelant la société civile française à braver les interdictions préfectorales de manifestations pro-palestiniennes de 2014 [ex. l'appel lancé par le cofondateur du mouvement N.P.A. Alain Pojolat] alors que ces interdictions avaient pourtant été validées par le pouvoir judiciaire, participe à l'idée [désormais très largement répandue] selon laquelle les médias, les gouvernements, les juges, etc. sont à la solde du lobby juif [incarné en France par le C.R.I.F.].

L'antisionisme dont certains pays arabo-musulmans se revendiquent expressément leur permet de s'exonérer de tout antisémitisme. Un pays comme l'Iran³³ rappelle fréquemment qu'il n'a rien contre les Juifs et que « ses » Juifs sont très bien traités. Ce qui pose problème, c'est l'Etat d'Israël. Ce faisant, les dignitaires iraniens citent alors fréquemment Israël dans les termes les plus vils et les plus insultants, s'abaissant jusqu'à se nourrir du fiel de l'antisémitisme classique [ex. concours international des caricatures sur l'Holocauste].

Il y a dans l'imaginaire magrébin l'idée répandue selon laquelle les Juifs vivaient harmonieusement avec les musulmans avant la création de l'Etat d'Israël³⁴. L'antisionisme des populations arabo-musulmanes se nourrit pourtant des thèses antisémites les plus classiques [le « Protocole des Sages de Sion » est un véritable best-seller au Moyen-Orient]. Dans les fictions télévisées, les Juifs ont constamment le rôle des bourreaux, traîtres, des ennemis et quasiment toujours de conspirateurs [l'exception à la règle étant le feuilleton égyptien « le quartier juif », mais il décrivait la période révolue fantasmée où juifs, chrétiens et musulmans cohabitaient alors paisiblement en Egypte].

Certains analystes parlent même d'un antisémitisme *culturel* au sein du monde arabo-musulman. Ainsi que l'écrit l'historien Georges Bensoussan, aujourd'hui vilipendé par la gauche radicale, « *la campagne antisémite arabe, la plus virulente dans le monde depuis l'effondrement du IIIe Reich, renoue avec les thèmes les plus éculés d'un antisémitisme chrétien que nul n'ose plus guère soutenir en Occident, du sacrifice rituel à la version moderne de l'empoisonnement des puits, le sida, sans oublier la drogue et la corruption sexuelle. Si le dénigrement des Juifs est chose ancienne en terre d'islam, la haine contre Israël transmue le mépris traditionnel en agressivité brutale. [...]. Dans l'imaginaire antisémite d'après 1945, la figure du diable s'est donc déplacée du « Juif » au « sioniste » et du peuple à l'État. Pour les passionnés du complexe obsidional « eux ou nous », Israël constitue désormais le réceptacle premier de leur haine »*³⁵.

La haine à l'égard des Juifs se répand aujourd'hui sur des sujets les plus anodins comme par ex. une recette de cuisine orientale expliquée par un Israélien et immédiatement délégitimée dans le forum de discussion par un déferlement de haine et de grossièretés³⁶, à l'organisation d'un match de football [les joueurs d'une équipe de football israélienne agressés] ou l'affiche mise en vitrine d'un café à Liège [Belgique] autorisant l'entrée de l'établissement aux chiens, mais l'interdisant aux sionistes. Il est à noter que le terme « sioniste » est le plus souvent utilisé dans le cadre de cette vindicte populaire, car il permet

³³ Voir par ex. le président iranien Hassan Rohani déclarant à France 2 en 2015 que « *l'Etat actuel d'Israël n'est pas légitime. C'est pourquoi nous n'avons pas de relations avec eux, car nous ne considérons pas cet Etat comme légitime. [...] Nous pensons que toutes les personnes qui étaient d'origine palestinienne et qui sont en errance à l'étranger doivent pouvoir toutes revenir sur leurs terres* ». Invité à préciser sa pensée, il a déclaré qu'il ne parlait pas de deux Etats [un israélien et un palestinien vivant côte à côte] mais d'un seul. « *Nous disons que tout le monde doit se réunir pour voter sur l'ensemble du territoire palestinien tel qu'il était dans ses frontières d'avant 1948. Nous disons que tous les Juifs, tous les musulmans, tous les chrétiens et toutes les personnes qui sont originaires de la Palestine et qui sont en errance doivent pouvoir revenir en Palestine* ».

³⁴ Il faut toutefois relativiser cette idée. Le fait d'avoir eu une position de protégé [dhimmis] n'a jamais empêché la minorité juive de se faire massacrer, à intervalle régulier, en terre d'Islam.

³⁵ Georges Bensoussan : « [L'antisémitisme](#) », in L'Histoire, mensuel n° 269 du 2/10/2002, p. 68

³⁶ www.750grammes.org

à lui seul de fédérer un ensemble hétéroclite de personnes [allant de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par certains collectifs arabo-musulmans] contre un ennemi commun.

Ceci n'est pas sans rappeler le climat délétère des années 20-30. La différence majeure avec cette période c'est que les partis de gouvernement font encore barrage contre cet antisémitisme ambiant. Mais avec une montée des partis extrémistes en Europe [F.N., etc.], de l'antisémitisme de la jeunesse européenne de confession musulmane et de l'islamisme radical qui n'hésite désormais plus à passer aux actes, le temps pour les Juifs en Europe est sans doute compté. Il s'agit d'une question de temps. Certains groupes intermédiaires [syndicats, partis politiques de la gauche radicale, etc.] dont la fonction première consiste à transmettre les revendications de la base et d'influer sur les politiques gouvernementales ont déjà franchi le pas. L'avenir s'annonce sombre pour les Juifs en Europe dès lors que ces groupes intermédiaires arrivaient à faire modifier la politique étatique visant à protéger ses citoyens juifs. Déjà le barrage commence à céder. Ainsi, par ex. en Belgique, Elio Di Rupo, chef du parti socialiste francophone, mû par des considérations sans doute électoralistes [le suffrage des électeurs belges de confession musulmane] n'hésite plus à s'afficher en tête de cortège de manifestations pro-palestiniennes où des slogans antisémites sont vociférés sans pour autant nécessairement les condamner. Bart De Wever, le chef de l'autre grand parti de gouvernement [la N.V.A.], et maire de la deuxième ville du pays [Anvers] estime, lui, que ce n'est pas à sa municipalité de supporter financièrement le coût de la protection des nombreux citoyens juifs de sa ville, mais au gouvernement fédéral, car cette protection coûte cher et qu'il y a beaucoup de lieux à protéger [sous-entendu il y a beaucoup de Juifs – il fait donc d'une pierre deux coups à destination de son électorat flamingant xénophobe et séparatiste]³⁷.

L'idéal des pères fondateurs du sionisme [Herzl] était de constituer un Foyer National au sein duquel chaque Juif pourrait trouver un refuge en cas de danger. Paradoxalement, la montée de l'antisémitisme en Europe pourrait avoir pour conséquence d'augmenter drastiquement le nombre de Juifs faisant leur « aliya » [littéralement « montée en Israël »] et aggraver par là même le problème palestinien.

³⁷ « Fusillade à Bruxelles, Bart de Wever demande le soutien de l'armée à Anvers », la Libre Belgique, 01/06/2014.

6.2 Remise en cause de la grille de lecture traditionnelle des « pro-israéliens »

La ligne de défense du camp « pro-israélien » [*« le monde soutient le peuple palestinien en raison de l'antisémitisme qu'il porte aux Juifs »*] pourrait également être remise sérieusement en question.

Notre théorème permet de démontrer que l'antisémitisme n'est pas la cause, mais une conséquence de l'un [ou de plusieurs] de ces trois axiomes. Il n'en est dans tous les cas pas le fondement majeur.

L'antisémitisme « moderne » du monde arabo-musulman s'est développé en même temps que celui du projet sioniste et la création de l'Etat d'Israël. Il est lié non pas à une haine ancestrale des musulmans envers les Juifs, mais à un problème intra-musulman [religion vs sécularisation]. Le jour où ce monde se sera sécularisé [c'est-à-dire le jour où les musulmans rejeteront le texte sacré pour considérer les hommes et les peuples égaux entre eux], la « question juive » actuellement posée par l'existence d'un Etat juif sur une terre d'islam disparaîtra d'elle-même.

Il en va de même pour la minorité européenne de confession musulmane. Son antisémitisme est principalement lié à son propre problème d'intégration. Le jour où elle celle-ci sera pleinement aboutie, le rapport conflictuel qu'elle entretient avec la minorité européenne de confession juive sera alors sans doute vécu avec beaucoup moins d'acuité.

7. Conclusion

Israël a été considéré il y a quelques années par la majorité des Européens, d'après un sondage d'opinion commandité par la Commission européenne, comme le pays représentant la pire menace pour la paix mondiale dans le monde dans la liste préétablie de 15 nations qui comptait pourtant l'Afghanistan des talibans, la Corée du Nord, l'Iran, les Etats-Unis de Georges Bush, la Russie de la guerre de Tchétchénie et l'Irak de Saddam Hussein.

Israël a toujours eu un problème de légitimité. La peur originaire des Israéliens résulte dans l'idée d'une remise en cause du caractère juif de leur Etat et donc, *in fine*, dans la remise en cause de leur existence même. Certains peuvent considérer que ce critère d'appartenance est un critère racial. L'Histoire retiendra néanmoins que les Juifs ont été pris dans le piège nazi, que l'ensemble de la communauté internationale s'est à l'époque détournée du problème et que les pays ont refusé l'accès à leur territoire aux populations juives en détresse. L'Histoire retiendra également que le droit du peuple juif à avoir un Etat sur une partie de la Palestine est un droit internationalement reconnu.

Dès lors que ce sentiment de peur, réel ou fantasmé, peut disparaître, une solution au conflit pourra voir le jour. Ce n'est pas un hasard si une fenêtre pour la paix s'est ouverte au début des années 90 suite à l'annonce faite par Yasser Arafat que la charte de l'OLP [réclamant en outre la disparition de l'Etat d'Israël] devait être considérée comme caduque. Ce n'est pas un hasard non plus si la droite israélienne instrumentalise aujourd'hui cette peur originaire liée à l'antisémitisme [ex. les discours de Netanyahu comparant le Grand Mufti de Jérusalem à Hitler] pour justifier une politique du *statu quo* allant à l'encontre d'une solution politique négociée.

Ceci étant dit, cela ne justifie en rien la non-reconnaissance au peuple palestinien à son auto-détermination dans une paix juste et durable avec son voisin juif. Comme cela a été rappelé en préambule de cette contribution, les solutions politiques permettant de résoudre le conflit israélo-palestinien sont connues de tous depuis longtemps. Tout est sur la table. La communauté internationale et la société civile européenne [notamment les Juifs de Diaspora] doivent faire pression sur l'Etat d'Israël afin de trouver une solution équilibrée [à défaut d'être équitable] au problème palestinien.

Les défenseurs les plus acharnés de la cause palestinienne ont, eux, nous croyons l'avoir montré, d'autres agendas politiques que le sort des Palestiniens eux-mêmes : lutte des mouvements issus de la gauche radicale contre l'impérialisme occidental, lutte du monde arabo-musulman confessionnel pour sa propre survie et lutte de la minorité européenne musulmane pour sa propre intégration Europe.

Ceci nous permet de comprendre pourquoi le conflit israélo-palestinien se retrouve sur le devant de la scène internationale et fait l'objet de réactions tellement passionnelles à travers le monde. Le combat contre Israël et les sionistes dépasse la question très légitime du devenir du peuple palestinien. Or, toute position prônant comme principe que l'unique solution au conflit passe par un acte politicien de la part des Israéliens est rigoureusement imperméable à toute solution politique. Avec des amis comme cela, le peuple palestinien n'a pas besoin d'ennemi.